La croissance économique mène-t-elle automatiquement à l'amélioration des conditions de vie pour tous et toutes ???

Rien n'est moins certain! La lutte à la pauvreté, qui n'est pas en lien avec les questions sociétales et environnementales, n'est pas durable. L'unique accent sur la croissance économique et l'augmentation du revenu national s'est révélé être jusqu'ici une impasse.

La croissance économique, c'est l'augmentation annuelle du produit intérieur brut (PIB). Le développement est un processus de transformation des structures économiques, politiques et sociales, qui engendre le recul de la pauvreté, l'augmentation du niveau de vie, du niveau d'éducation et de l'espérance de vie, l'épanouissement d'une égale capacité des individus à exercer leurs droits.

Il est aujourd'hui largement admis que le PIB à lui seul ne peut pas mesurer le bien-être et la qualité de vie, car il néglige l'état de l'environnement, la répartition du pouvoir, du revenu et de la fortune à l'intérieur d'une économie.

Depuis 1950, grâce à une forte croissance économique, PIB global a été multiplié par dix, tandis que la sécurité sociale de base est restée le privilège d'une minorité. Les personnes qui n'y ont pas accès sont ainsi exposées aux crises économiques et aux catastrophes écologiques, et limitées dans la réalisation de leur potentiel humain et économique.

Le droit à la sécurité sociale est un droit social, économique et culturel reconnu universellement et un instrument important pour diminuer la pauvreté, les inégalités, l'exclusion sociale et la promotion de l'égalité des chances entre les sexes.

Afin de lutter contre la pauvreté dans les pays du Sud de plus en plus de pays donateurs, y compris le Canada, veulent rendre la croissance économique plus accessible à la majorité de la population mondiale et considèrent le secteur privé comme un acteur privilégié pour remplir cette tâche. Toutefois, selon la Banque mondiale, la croissance peut améliorer certaines conditions liées à la pauvreté mais elle accentue souvent certaines inégalités qui touchent les populations pauvres.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son dernier rapport annuel donne l'exemple du Brésil. Durant les années sombres de la dictature militaire, l'économie brésilienne augmentait au rythme de 10% par année. Ce *miracle économique* garantissait une stabilité économique et politique pour les investisseurs et une augmentation de revenus pour une petite fraction de la population. La population qui vivait dans l'extrême pauvreté n'a pas bénéficié de cette croissance. Les conséquences de ce type de modèle de développement ont été de renforcer la concentration de la richesse ainsi que de contribuer à l'augmentation de la pauvreté.

Un autre effet non négligeable d'une croissance économique rapide est sans aucun doute la détérioration de l'environnement. Toujours selon l'OCDE, l'Asie a connu depuis quelques décennies une forte croissance économique mais cela a eu des effets très importants sur l'environnement. La dépendance aux combustibles fossiles a dégradé la qualité de l'air et les écosystèmes, réduit l'approvisionnement en eau potable, et a créé des risques importants pour la santé. Aujourd'hui, l'économie asiatique est devenue la

plus large source d'émissions de gaz à effet de serre qui sont liés aux changements climatiques.

Pour que les populations pauvres bénéficient de la croissance, il faudrait s'assurer que les stratégies de développement économique s'appuient sur la reconnaissance des droits sociaux, économiques et politiques de ces populations.

Depuis 2008, la croissance économique durable est une priorité thématique de l'Agence canadienne pour le développement international. Dans une analyse publiée en 2011, le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) fait plusieurs recommandations à l'intention de ses membres et de l'ACDI sur lesquelles devraient se fonder toute stratégie reposant sur la croissance économique. En voici quelques-unes :

- respecter les critères dans la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement;
- mettre en place des processus de gouvernance faisant participer les populations pauvres;
- se concentrer sur les conditions de travail et les principales normes du travail;
- élaborer une stratégie relative au secteur privé;
- appliquer des principes précis de responsabilité sociale des entreprises;
- réaliser des études d'impact sur les droits de la personne.

La croissance économique durable n'est pas mauvaise en soi, mais on doit se demander : à qui profite-t-elle réellement? Est-ce que cette croissance à elle seule a eu des impacts positifs sur les populations les plus marginalisées? La réponse : très peu. On note en effet que les inégalités entre les pays du Nord et du Sud ont quelque peu diminué, mais que les inégalités à l'intérieur de plusieurs pays se sont gravement accentuées. Il faut se rappeler que dans tout développement, il peut y avoir une croissance économique. Mais que dans toute croissance économique, il n'y a pas forcément de développement.

Sources :

REILLY-KING, Fraser et Brian TOMLINSON (2011). La quête perpétuelle de la croissance favorable aux pauvres? Une analyse de la stratégie sur la croissance économique durable de l'ACDI, Ottawa, Conseil canadien pour la coopération internationale, 20 pages.

OCDE (2013). OECD Yearbook 2013: better policies for better lives, Paris, OECD publishing, 136 pages.